

Travailleurs-euses sans-papiers, avec les autres salarié-es, repoussons l'attaque sur les retraites

TRAVAILLEUR-EUSES AVEC PAPIERS, REJOIGNEZ NOTRE COMBAT POUR LA RÉGULARISATION GLOBALE DE TOU-TES LES SANS-PAPIERS!

Une nouvelle fois, le patronat et le gouvernement veulent repousser l'âge de départ à la retraite et allonger le temps de cotisation. Nous travailleurs/euses sans papiers, cela nous concerne!

Pour beaucoup d'entre nous, nous cotisons depuis des années et **n'avons pas de droits**. C'est un salaire indirect que nous ne pouvons pas toucher. **Ni aujourd'hui pour la Sécu ou le chômage, ni demain pour la retraite.**

C'est pour cela que nous, travailleurs/euses sans papiers, nous sommes présent-es dans les mobilisations pour défendre les retraites.

DES MENSONGES ET DES OUBLIS

Nous suivons à la télé les débats entre pseudos experts, politiciens aux ordres du patronat et journalistes perroquets du MEDEF. Aucun d'entre eux ne dit que le résultat de ces réformes sera d'augmenter le nombre de chômeurs/euses et d'appauvrir les retraité-es.

Aucun d'entre eux ne parle jamais des rentrées venant de nous, les sans-papiers. Rentrées qui n'occasionnent aucune sortie!

Quant aux trous dans les caisses, aucun ne parle de prendre sur les profits et ne remarque jamais **qu'en régularisant les travailleurs/euses non déclarés** (de l'ordre de 30 % d'entre nous, soit environ 100 000 salariés), cela ferait des rentrées importantes.

DEMAIN : RETRAITÉ-ES ET DANS LA MISÈRE!

Les droits, du temps des 37,5 annuités, étaient déjà pour nous hors de portée. Mais les projets du gouvernement, s'ils passent dans la pratique, **nous éloigneront encore de l'objectif d'une retraite pleine et entière.**

La promesse de 2003 de tenir compte de la pénibilité pour avoir un départ anticipé n'a jamais été tenue. **Cela nous touche de plein fouet car nous effectuons les travaux les plus pénibles.** Alors, quand nous aurons gagné notre bataille pour la régularisation, nous aurons le salaire indirect coté santé, mais en termes de retraites, le mal sera fait.

Le manque d'années de cotisations nous réduira plus tard au minimum vieillesse avec des problèmes insolubles sur où dormir et comment manger.

Notre horizon est un avenir de vieillesse dans la misère. Nous y retrouverons les titulaires des minima sociaux (RSA...) et autres précaires qui ne cotisent pas. Car de plus en plus de travailleurs/euses connaissent des années de galère, sans cotisations.

Notre absence de papiers est une forme de précarité au travail qui se répercute sur tous les aspects de la vie et elle rejoint celle des autres précaires.

DEMAIN : TOU-TES PRÉCAIRES, TOU-TES PAUVRES ?

L'objectif du patronat et du gouvernement est de réduire encore le coût du travail direct et indirect pour que les gros capitalistes se gavent encore plus.


Il concerne tous les salarié-es, mais nous, les travailleurs/euses sans-papiers, **nous sommes déjà arrivés là où le patronat veut pousser un nombre de plus en plus grand de travailleurs/euses.**

Ensemble nous sommes attaqués. Ensemble repoussons ces attaques. Celle sur les retraites, mais aussi celle sur le droit au séjour qui est un moyen d'attaquer tous les droits, les nôtres mais aussi ceux de tous les travailleurs/euses.

Battons-nous. Car comme on dit chez nous : « **Le vent peut empêcher le ciel noir de donner la pluie** ». Nous pouvons être ce vent. Toutes et tous ensemble !

**ENSEMBLE, REVENDIQUONS L'ÉGALITÉ RÉELLE
FACE À LA RETRAITE : DES DROITS AUTOMATIQUES,
SANS DÉCOTE, DÈS 60 ANS, POUR TOUTES
ET TOUS, FEMMES, PRÉCAIRES, SANS-PAPIERS...**


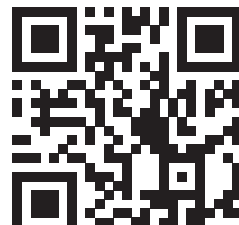
- **Pas de pensions en dessous du SMIC !**
- **Retraite à 60 ans à taux plein !**
- **Départ anticipé pour les travaux pénibles !**



**PAPIER
POUR TOU-TES
RETRAITES
POUR TOU-TES**

Union syndicale
Solidaires

RÉGULARISATION



<https://vimeo.com/794920575>

14 MOIS DE GRÈVE ET DE LUTTE POUR LA RÉGULARISATION À DPD ET CHRONOPOST !

Depuis fin octobre 2021, trois grèves de travailleurs sans-papiers ont démarré successivement. Ils ont installé des piquets devant leurs entreprises : la plateforme de DPD (filiale de La Poste) du Coudray-Montceaux, l'agence Chronopost d'Alfortville, et l'agence d'Intérim RSI de Gennevilliers. Ils sont soutenus dans leur combat par de nombreux travailleurs d'autres entreprises qui exigent aussi leur régularisation.

La principale revendication dans ce conflit du travail est la régularisation des travailleurs en lutte des 3 piquets dans le cadre d'une négociation collective. Si les travailleurs de RSI ont reçus depuis des récépissés provisoires avec autorisation de travail, la situation est totalement bloquée par les préfetures et le ministère de l'intérieur pour les piquets DPD et Chronopost.

Contribuez financièrement à la lutte :

- **Piquet DPD le Coudray-Montceaux** <https://www.cotizup.com/sanspapiersdpd>
- **Piquet Chronopost Alfortville** <https://www.cotizup.com/sans-papiers-chrono-alfortvill>

Union
syndicale
Solidaires

Union
syndicale
Solidaires
Sud
PTI





CHRONIQUE ORDINAIRE D'UN DRAME HUMANITAIRE

Contexte : du 12 décembre au 11 janvier, le patrouilleur garde-côtes des douanes DFP2 de Brest, le *Kermorvan*, a été envoyé en renfort dans le cadre du dispositif SAR¹ mis en place en Mer du Nord pour faire face à l'afflux de personnes en exil qui tentent la traversée vers le Royaume-Uni. En 2022, le nombre de tentatives a été estimé à 50 000, pour environ 15% d'échec.

Après plusieurs jours de vents violents ininterrompus, les conditions météorologiques de ce lundi 2 janvier 2023 offrent enfin aux exilés l'espoir ténu d'un épilogue heureux. Dans l'après-midi, trois semaines à peine après la mort de 4 personnes dans les eaux britanniques², et alors que l'enquête sur le naufrage qui a fait 27 victimes en novembre 2021 met en lumière la responsabilité des autorités françaises³, le *Kermorvan* est appelé pour escorter une embarcation pneumatique de type Zodiac partie en fin de nuit depuis les environs de Gravelines.

Arrivé sur zone, l'équipage se porte au contact de l'esquif et dénombre approximativement entre 30 et 40 personnes à son bord. Quoique sous-motorisé et surchargé au-delà des limites du raisonnable, l'engin parvient tout de même à se maintenir à flot et à progresser tant bien que mal vers le Royaume-Uni, ballotté par les vagues et luttant pied à pied contre vents et marées. À ce stade, les personnes ne demandent pas assistance. Le DFP2 se place alors à proximité du pneumatique afin de sécuriser sa traversée.

Aux alentours de 17h30, les dernières lueurs du jour commencent à s'estomper, le convoi franchit la limite des eaux territoriales anglaises et fait jonction avec le *BF Typhoon* des gardes-côtes britanniques, qui déclare dès lors assurer la sécurité de l'embarcation. Le CROSS Gris-Nez donne liberté de manœuvre au *Kermorvan*, et les douaniers français reprennent le cours de leur patrouille dans le détroit du Pas-de-Calais.

¹ Sauvetage, Assistance et Recherche (ou Search And Rescue pour les anglophones distingués)

² <https://bit.ly/3XjMND9>

³ <https://bit.ly/3iu7ZYs>

Une trentaine de minutes plus tard, vers 18h00, le CROSS rappelle le *Kermorvan* : pour une raison indéterminée, le pneumatique des migrants a dérivé et se trouve désormais de nouveau dans les eaux françaises.

Des témoignages recueillis ultérieurement par l'association Utopia 56 auprès des personnes, il ressort que leur moteur serait tombé en panne après avoir franchi la frontière, et que le capitaine du *BF Typhoon* les aurait informés qu'il n'avait pas suffisamment de place pour les embarquer, ajoutant qu'une autre vedette anglaise était en route pour leur porter secours. Secours qui n'arrivera jamais.

Aux environs de 19h00, le DFP2 localise l'embarcation. La nuit est tombée et les projecteurs de recherche suffisent à peine à maintenir un contact visuel à plus de 200 mètres. Pendant deux heures encore, malgré le froid, l'humidité et l'obscurité, les exilés font route vers les côtes de l'Angleterre. En vain.

Les éléments auront raison de leur ténacité et ils ne parviendront pas à atteindre leur but. Peu après 21 heures, harassés et paniqués, ils demandent assistance et sont, au cours d'une manœuvre périlleuse, transférés un à un à bord du *Kermorvan*, où ils reçoivent couvertures de survie, nourriture et boissons chaudes, ainsi que l'abri d'une tente gonflable arrimée sur le pont pour se protéger de la pluie et du vent.

Puis c'est le retour à la case départ, le débarquement dans le port de Calais avec pompiers et policiers pour comité d'accueil. Ce soir-là, 38 personnes fuyant la guerre ou la misère auront probablement échappé à la mort après avoir été délibérément abandonnées à leur sort en mer du Nord. Il ne fait pourtant guère de doute qu'elles risqueront encore leur vie dans une prochaine tentative de traversée, victimes de politiques migratoires aussi absurdes que vouées à l'échec.

Ce lundi 2 janvier 2023, le Royaume-Uni a clairement signifié ses réticences à accueillir davantage de réfugiés, mettant sciemment en péril les 38 occupants d'une embarcation qui aurait pu chavirer à chaque instant.

Par la débauche de moyens mis en œuvre sur ses côtes pour faciliter sans l'assumer réellement les départs vers l'Angleterre, la France - et à travers elle l'Union Européenne - fait quant à elle le choix du repli sur soi et du rejet de l'autre, quand elle pourrait organiser l'accueil digne et humain des personnes en détresse sur les routes de l'exil.

La nomination récente du préfet Lallement, connu pour ses méthodes expéditives et brutales⁴, à la tête du Secrétariat Général à la Mer, laisse par ailleurs présager une gestion autoritaire et froidement administrative de la situation, l'exécution sans états d'âme des instructions les plus infâmes.



Rappelons-le une nouvelle fois : avec la multiplication des conflits à travers le monde et le désastre climatique qui approche inexorablement, ce sont des dizaines de millions d'êtres humains qui n'auront bientôt plus d'autre choix que de quitter leur foyer dans l'espoir de survivre. Et n'en déplaise aux trop nombreux bas du front terrifiés à l'idée de se voir grand-replacer, aux nostalgiques d'un monde d'avant tellement meilleur qu'il n'a jamais véritablement existé, ni les mers, ni les barbelés ne sauraient les en dissuader.

⁴ <https://bit.ly/3H47oGs>

Aujourd'hui, Solidaires Douanes Gardes-Côtes tire à son tour la sonnette d'alarme. L'heure n'est plus aux atermoiements ni aux passes d'armes diplomatiques. Pendant que des chefs d'état cyniques se rejettent la responsabilité des drames et feignent la stupeur à chaque nouveau naufrage, des milliers d'êtres humains vivent l'enfer au quotidien dans une indifférence coupable, au mépris de toutes les conventions internationales censées les protéger et leur garantir le droit à la liberté et à la dignité. Face à cette situation, nous rendrons systématiquement publics les actes de maltraitance et les consignes indignes dont nous aurons connaissance.

SILENCE, ON MEURT À NOS FRONTIÈRES.





SIGNATAIRES

COLLECTIFS ET ASSOCIATIONS DE PREMIER-ES CONCERNÉ-ES

Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (ACORT), Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF), Collectif amiénois des sans-papiers, Collectif des Sans Papiers 93 (CSP93), Collectif des Sans Papiers 95 (CSP95), Collectif des Travailleurs Sans-Papiers de Vitry (CTSPV), Coordination des sans papiers paris (CSP75), Fédération des tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Solidarités Asie France (SAF).

ORGANISATIONS SYNDICALES

CGT, CNT-Solidarité Ouvrière, Confédération Paysanne, FSU, FSU Ardennes, Union Nationale des Etudiants de France (UNEF), Syndicat de la Magistrature, Syndicat des Avocats de France, Syndicat SEST Lorraine CNT, Union syndicale Solidaires, Fédération SUD Santé-Sociaux.

ASSOCIATIONS, RÉSEAUX, COLLECTIFS...

A > 100 pour 1 Surgeres, 100 pour 1 Vienne, ACCOSOR Aide aux réfugiés GARD, Accueil Goutte d'Or, Accueil Migrants Pays Bigouden, Accueil migrants vallée du Doux, Accueil Solidaire en Roannais, AFD International, Ah Bienvenue Clandestins ! ABC'éditions, AHSETI Le Havre, Alternatiba Caen, AMAL (Bordeaux), Amoureux au ban public, Amoureux au ban public Bergerac, Amoureux au ban public Strasbourg, Anafé, ARS (auderefugiéessolidarité), Assemblée féministe de Montreuil, Assemblée féministe Paris-Banlieue, Association Accueil Migrants Vallée du Doux, Association Antifasciste 77 (AFA77), Association Bagagère, Association Carré Géo & Environnement France, Association Collectif Solidarité Réfugiés Sisteron, Association des juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés, Association ECNOu (Aide et soutien aux exilés en situation d'urgence), Association EcolesTiersMondes46, Association ensemble Marseille 13, Association française des juristes démocrates, Association France Palestine Solidarité Nîmes, Association France Palestine Solidarité Paris-Sud, Association Les ami-es du Printemps 9/10 Marseille, Association Meusienne d'Accueil des Trajets de vie des Migrants (AMATRAMI), Association Montagne Accueil Solidarité, Association Rayon de Soleil, Association Solidarité RESF47, ATPAC Maison Solidaire, Attac France, Attac Paris centre, Auberge Des Migrants.

B > Baugeois Solidarité Réfugiés (BSR), Bella Ciao & Co-Navigation, Bénévoles Engagés pour la Promotion des Droits de l'Homme (BEPDH), Blog «entre les lignes entre les mots».

C > Cabiria, CCFD - Terre solidaire 06, CCFD-Terre solidaire (délégation de Marseille), CEDETIM-IPAM, Cercle des Voisins du CRA de Cornebarrieu, La Cimade, Citoyennes et citoyens des 668 (pour une ville plus juste, plus verte, plus démocratique), Citoyens du monde 53, Citoyens pour la Cohésion sociale, CIVCR Collectif Ivryen de Vigilance contre le Racisme, Collectif 50 pour les droits des étrangers, Collectif Accueil Migrants Barbezieux, Collectif AERéSP28 (pour l'accueil des exilés et la régularisation des sans-papiers d'Eure et Loir), Collectif AGIR du Pays d'Aix, Collectif Boycott Apartheid Israël - Paris Banlieue, Collectif Chalon solidarité migrants, Collectif Chiapas-Ariège, Collectif d'Alerte citoyenne contre Darmanin et son monde, Collectif de Soutien aux Migrants du Goëlo (CSMG), collectif de soutien aux réfugiés en Ariège, collectif de soutien aux sans papiers du Trégor (Lannion), collectif Fontenay diversité, Collectif Granville 2020, Collectif Lachapelle Debout, Collectif Le Pont Martigues (13) Aide à la santé des exilés.ées, Collectif Loire «Pour que personne ne dorme à la rue», Collectif Migrants 17, Collectif Migrants 83, Collectif Migrant-e-s Bienvenue 34, Collectif MMR 79, Collectif Mosellan Droit au Logement (CMDL), Collectif pour l'avenir des foyers (COPAF), Collectif pour l'Égalité des droits, Collectif pour l'Égalité des droits Bordeaux rive droite, Collectif Strasbourgeois pour une autre politique migratoire, Collectif urgence sociale, Collectif vigilance pour les droits des étrangers Paris 12eme, Le Comede, Comité Anti Expulsion de Saintes, Comité contre le racisme de Gerardmer, Comité de soutien à Moussé Ble, Comité SOS Racisme de la Vienne, Comité Soutien Urgences (17), Coordination nationale Pas sans Nous, CORENS (collectif régional pour la Coopération Nord-Sud (Hauts de France), COVIAM, COVIAM Nice, CRID, Confédération Syndicale des Familles (CSF), CSLAM (Collectif saint-lois d'aide aux migrants).

D > K D'ici et D'ailleurs Guebwiller, Dom'Asile, Droit au logement (DAL), ELAF (Ecolo Libertaire Antifasciste & Féministe), Emmaüs France, FASTI, Fédération Artisans du Monde, Femmes de la Terre, Femmes Egalité, Femmes Solidaires Marseille, Fondation Frantz Fanon, Fondation Maison des champs ACT94, Front Révolutionnaire Anti-Patriarcal (FRAP), FSQ35 (Forum Social des Quartiers du Blosne-Rennes 35), Futur Au Présent - International, Ingénieurs sans frontières France, GISTI, GREF Angers, Groupe Accueil et Solidarité, Habitat&Citoyenneté Nice 06, Jamais sans toit en Trégor.

L > Q l'occasion solidaire, La MIF (militant-es pour l'interdiction des frontières), La Roue Tourne Strasbourg, Laboratoire nio far, Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Les utopistes en Action, Ligue Internationale de femmes pour la paix et la liberté (LIFLPL), Maison de Hospitalité Martigues, Maison du peuple en colère, Marche des Solidarités, Médecins du Monde, Mémoires en marche (Marseille), Memorial 98, Migration Roubaix, MORLAIX-LIBERT2S, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN), NousToutes33, Pantin solidaire, Paris d'Exil, Patron.ne.s solidaires 13-01-59-44-35-29, Plateforme CARDAV collectifs pour l'accueil des réfugié.es en Drôme Ardèche Vaucluse, Quazar (centre LGBTI+ d'Angers et du Maine-et-Loire).

R > Z Reconnect, Réfugiés bienvenue Nîmes, Réseau d'Actions contre l'Antisémitisme et tous les Racismes (RAAR), RASM (Réseau d'entraide pour un accueil militant dans le Mantois), Réseau Education Sans Frontières (RESF), RESF 51 / HeSoPE 51 (hébergeurs solidaires et parrains engagés) / Eole, Réseau Hospitalité, Réseau Hospitalité Hautes-Alpes, Résister Aujourd'hui, Rosmerta, Roya citoyenne, Solidarierie, Solidarité Jean Merlin, Solidarité Migrants Graulhet, Solidarité sans papiers - bassin creillois, Sporting Club International Villeurbanne, Strand Hugg, Terre d'Ancre, Stop Précarité, SURVIE, Tous-tes En Classe 31 (TEC31), Tous Migrants 73, TousMigrants Briançon, Transhumances, Tremplin Gironde, Uni.es Contre une Immigration Jetable (région nazairienne), Union Juive Française pour la Paix (UJFP).

SOUTENU PAR Ensemble, Fédération Anarchiste, Gauche Eco Socialiste (GES), Generation.s, Génération.s Ariège, Groupe union populaire Caen, Mouvement des Progressistes, Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), Réinventons la Gauche 13, Union communiste Libertaire.





UCIJ2023

APPEL

UNI-ES CONTRE
L'IMMIGRATION
JETABLE

POUR UNE POLITIQUE
MIGRATOIRE
D'ACCUEIL

NOUS REFUSONS LE NOUVEAU PROJET DE LOI ASILE ET IMMIGRATION

Le nouveau projet de loi Asile et Immigration du gouvernement conduit à une négation radicale des droits fondamentaux des migrant-es.

Il a pour objectif de graver dans le marbre et de radicaliser les pratiques préfectorales arbitraires et répressives : systématisation des OQTF et des IRTF, dans la suite des instructions déjà prises pour augmenter les assignations à résidence et le nombre de Centre et Locaux de Rétention Administrative.

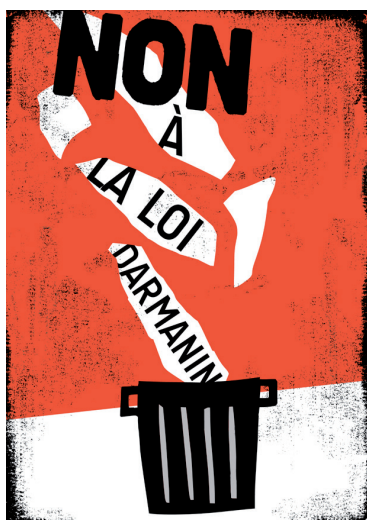
Le projet s'inscrit délibérément dans une vision utilitariste et répressive dont témoigne l'obsession des expulsions et l'inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées. Les migrant-es sont déshumanisé-es et considéré-es uniquement

comme de la main d'œuvre potentielle, qui n'a droit qu'à des propositions de régularisations précaires, limitées aux métiers dits "en tension".

Alors que la dématérialisation prive de l'accès au séjour de nombreux étranger-es, le droit du séjour et le droit d'asile vont être encore plus restreints.

Le projet prévoit des moyens pour empêcher d'accéder ou

de rester sur le territoire, au lieu de les utiliser pour accueillir dignement celles et ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la misère ou les conséquences du dérèglement climatique...



Les droits protégés par les conventions internationales sont de plus en plus bafoués (asile, droit de vivre en famille, accueil des femmes et des personnes LGBTIA+ victimes de violences...) y compris ceux des enfants (enfermement, non-respect de la présomption de minorité, séparation des parents...). Les droits des étranger-es sont de plus en plus précarisés.

L'attaque s'inscrit dans l'agenda global du gouvernement : chômage, retraites, logement, santé...

En 2006 déjà, nous étions uni-es contre l'immigration jetable, nous appelons donc à nous mobiliser contre cette réforme qui, si elle était adoptée, accentuerait encore le fait que les étranger-es en France sont considéré-es comme une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir. Il est de la responsabilité de nos organisations, associations, collectifs et syndicats de réagir. Nous appelons à la mobilisation la plus large possible sur tout le territoire :

SAMEDI 18 FÉVRIER
CONTRE LA RÉPRESSION,
L'ENFERMEMENT ET LES EXPULSIONS

pour dénoncer les Centres de Rétention Administrative et les Locaux de Rétention Administratives et tous les lieux de rétention administrative.

PARIS 14h Porte Dorée **LYON** 14h Place Gabriel Peri
MARSEILLE 14h Bougainville jusqu'à la porte d'Aix
Les autres rdv seront annoncés sur le blog de l'UCIJ.

SAMEDI 4 MARS
MOBILISATIONS PARTOUT EN FRANCE
CONTRE LA LOI DARMANIN !

Toutes les informations, visuels, rendez-vous sur le blog de l'UCIJ

<https://blogs.mediapart.fr/uni-es-contre-limmigration-jetable/blog/010223/appele-uni-es-contre-l-immigration-jetable-pour-une-politique-migratoire-d-ac>

POUR SIGNER L'APPEL (collectifs, associations, syndicats...) <https://framaforms.org/ucij-2023-1674117406>

Rdv impossibles, délais démesurés, OQTF multipliées

Arrêtez la fabrique de sans-papiers, ouvrez les guichets, régularisez !

MERCREDI 1^{ER} FÉVRIER 2023 15H⁰⁰

Collectif « Bouge ta préfecture »

Malmener les étrangers (maintien dans la précarité, obligation de démarches multiples, injonctions contradictoires, refus d'accueil), c'est malmener en même temps les nationaux (les employeurs, les voisins, les amis, les soutiens, et finalement tout un chacun).

RASSEMBLEMENTS UNITAIRES DEVANT TOUTES LES PRÉFECTURES D'ÎLE-DE-FRANCE







31 rue de la Grange aux belles
75010 Paris



25/27 rue des Envierges
75020 Paris



Collectif des Travailleurs Sans Papiers
de Vitry-sur-Seine (94)

15 mois de lutte des piquets de grève DPD et Chronopost Régularisation des postiers et de tou·tes les sans-papiers !

MANIFESTATION LUNDI 13 FÉVRIER à 13h Gare saint Lazare vers la place saint Augustin (à proximité du ministère de l'intérieur)

Depuis fin octobre 2021, trois grèves de travailleurs sans-papiers ont démarré successivement. Ils ont installé des piquets devant leurs entreprises : la plateforme de DPD (filiale de La Poste) du Coudray-Montceaux, l'agence Chronopost d'Alfortville, et l'agence d'Intérim RSI de Gennevilliers. Ils sont soutenus dans leur combat par de nombreuses travailleuses et travailleurs d'autres entreprises qui exigent aussi leur régularisation.

La principale revendication dans ce conflit du travail est la régularisation des travailleurs en lutte des 3 piquets dans le cadre d'une négociation collective.

Ces travailleurs intérimaires subissent depuis des années une surexploitation qui fait système, par des entreprises qui recherchent les travailleuses sans titre par suite de la dégradation extrême des conditions de travail qu'ils ont imposées à leurs salarié·es.

Le ministre de l'intérieur, fin septembre, a reçu une délégation du seul piquet RSI, à l'initiative de Mme Faucillon, députée des Hauts-de-Seine, et 83 occupants de ce piquet ont reçu un récépissé avec autorisation de travail avec la mention « a demandé un premier titre de séjour portant la mention travailleur temporaire »

Cependant, aucune réponse n'a été donnée concernant les piquets des postiers sans-papiers de DPD et Chronopost, aucune réponse alors même que l'Etat est un actionnaire stratégique du donneur d'ordre qu'est La Poste. Malgré plusieurs manifestations et demandes d'audience, le ministère de l'intérieur n'a jamais reçu les représentants des grévistes de DPD et Chronopost, ni leurs soutiens syndicaux !

La Poste, patron de combat contre les sans-papiers !

Les Postiers sans-papiers se heurtent à un **refus total de La Poste de reconnaître ses responsabilités d'employeur** dans le système de sous-traitance en cascade mis en place dans ses filiales colis et logistique : chantiers et traitement des colis sous-traités par exemple à Derichebourg, qui lui-même sous-traite à des boîtes d'intérim, dont la sienne propre (Derichebourg Intérim) !

Plus on descend dans la chaîne de sous-traitance, plus le tableau se noircit. Philippe Wahl, le PDG de La Poste, ne s'en cache pas.

Il déclarait ainsi, en février 2021 devant la Commission des finances de l'Assemblée nationale : **« La cohabitation dans une structure de salarié·es du groupe et de sous-traitants est une façon de tenir la concurrence. Tel est le cas de Chronopost ou DPD. Si les conditions sociales**



des facteurs étaient transposées sur tous les salarié·es de Chronopost, cette société disparaîtrait. ».

Au bout de cette chaîne, **il y a l'exploitation sans vergogne de travailleurs·euses sans-papiers**, obligé·es de bosser avec des horaires de dingues, incompatibles avec l'usage des transports en commun, dont les heures supplémentaires (voire même une partie des heures tout court) ne sont pas payées, et dont les missions sont interrompues dès qu'ils réclament leurs droits.

Le comble du cynisme, c'est que La Poste prétend s'en sortir en ayant rompu ses contrats avec Derichebourg, remplacé depuis juillet par d'autres sous-traitants dans les 2 agences en lutte (DPD Coudray-Montceau et Chronopost Alfortville). De ce fait, elle croit se laver les mains du sort des travailleurs sans-papiers laissés sur le carreau par cette manœuvre peu glorieuse. A ce jour, ces patrons de la Poste campent dans le déni et le mépris, refusant totalement de reconnaître l'exploitation massive des travailleurs sans titre dans les filiales colis !

Le gouvernement doit régulariser !

La responsabilité du gouvernement, en particulier en ce qui concerne la Poste et ses filiales, est totalement engagée ! Comme actionnaire de référence de cette entreprise dont il contrôle le capital aux côtés de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), **l'Etat n'ignore rien** du système d'exploitation mis en place depuis des années !

Dans le contexte des annonces du ministre de l'intérieur, M. Darmanin appelant à un durcissement insupportable de toutes les conditions d'accueil et de séjour des migrant·es, et d'une communication de diversion et de division sur les « métiers en tension », les travailleurs en lutte et leurs soutiens sont plus que jamais déterminé·es à obtenir leur régularisation !

La lutte contre l'intensification des mesures de répression (OQTF/IRTF), contre les textes visant à terroriser et criminaliser l'immigration (circulaire du 17 novembre), la future loi qui vise à diviser et précariser toujours plus les travailleurs·euses sans-papiers, à affaiblir encore les droits au séjour des étranger·es, imposent plus que jamais un soutien total aux piquets des camarades en grève !

C'est pourquoi nous nous adressons à nouveau directement au ministère de l'intérieur, auquel nous avons envoyé une demande d'audience pour la régularisation de l'ensemble des occupants des piquets de travailleurs sans-papiers en grève !

Régularisation de toutes les sans-papiers !



CONTRIBUEZ FINANCIÈREMENT À LA LUTTE

➤ Piquet DPD le Coudray-Montceaux <https://www.cotizup.com/sanspapiersdpd>

➤ Piquet Chronopost Alfortville <https://www.cotizup.com/sans-papiers-chrono-alfortvill>

